

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/TTO/1

6 avril 1995

(95-0839)

Comité des pratiques antidumping

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 DE L'ACCORD

### TRINITE-ET-TOBAGO

Le Secrétariat a reçu de la Mission permanente de Trinité-et-Tobago la communication ci-après, datée du 6 mars 1995.

### REPUBLIQUE DE TRINITE-ET-TOBAGO

#### LOI N° 11 DE 1992

[L.S.]

Loi autorisant l'imposition de droits antidumping ou de droits compensateurs en cas de dumping ou de subvention de marchandises; instituant une Autorité antidumping ayant mandat d'enquêter sur le dumping ou la subvention des marchandises; annulant la Loi relative aux droits de douane (dumping et subventions), chap. 78:04; et concernant les questions connexes.

*[Adoptée le 19 août 1992]*

DECISION du Parlement de Trinité-et-Tobago:

#### PARTIE I

#### PREAMBULE

1. La présente loi est intitulée Loi de 1992 relative aux droits antidumping et compensateurs.
2. La présente loi entrera en vigueur le jour fixé par le Président par proclamation.
3. 1) Dans la présente loi, on entend:  
  
par "Autorité", la personne désignée en qualité d'autorité antidumping conformément à l'article 16;  
  
par "Inspection", l'Inspection des douanes et accises;

par "droit", un droit antidumping ou compensateur selon le cas;

par "importateur", s'agissant de marchandises entre le moment de leur importation et celui de leur dédouanement, tout propriétaire ou autre personne en possession des marchandises, ou détenteur d'un intérêt dans ces marchandises;

par "branche de production", s'agissant de marchandises,

- a) les producteurs de marchandises similaires qui ont la nationalité de Trinité-et-Tobago;
- b) les producteurs de marchandises similaires ayant la nationalité de Trinité-et-Tobago et dont la production collective constitue la majorité de la production de marchandises similaires à Trinité-et-Tobago,

à l'exclusion des importateurs de ces marchandises;

par "personne intéressée", toute personne:

- a) qui produit, achète, vend, exporte ou importe des marchandises qui font l'objet d'une enquête;
- b) qui produit, achète ou vend des marchandises, produites à Trinité-et-Tobago et similaires à des marchandises qui font l'objet d'une enquête;
- c) qui agit pour le compte d'une personne visée au paragraphe a) ou b);
- d) qui utilise des marchandises similaires à celles qui font l'objet d'une enquête;

par "marchandises similaires", à des marchandises considérées, des marchandises identiques à tous égards à celles-ci ou qui, même si elles n'y sont pas identiques à tous égards, présentent des caractéristiques proches de celles des marchandises considérées;

par "marge de dumping", s'agissant d'un article, la différence entre le prix auquel l'article est exporté et sa valeur normale;

par "dommage important" (sauf à l'article 7), s'agissant du dumping ou de la subvention de marchandises, un dommage important causé à la branche de production, à Trinité-et-Tobago, de marchandises similaires et, s'agissant exclusivement de la subvention d'un produit agricole, une augmentation de la charge financière supportée par le gouvernement;

par "retard important", s'agissant du dumping ou de la subvention de marchandises, un retard important apporté à la création de la branche de production de marchandises similaires à Trinité-et-Tobago;

par "Ministre", le Ministre responsable du commerce extérieur;

par "instruction provisoire", une instruction donnée conformément à l'article 25, paragraphe 1);

par "droit provisoire", un droit antidumping ou compensateur provisoire, selon le cas, imposé conformément à l'article 25;

par "preneur d'engagement", le gouvernement du pays d'exportation ou l'exportateur selon le cas, dont un engagement est accepté ou par qui il est pris;

par "engagement", un engagement pris et accepté conformément à l'article 28.

2) Aux fins de la présente loi, des marchandises importées seront réputées faire l'objet d'un dumping:

- a) lorsque leur prix à l'exportation en provenance de leur pays d'origine est inférieur à leur valeur normale dans ce pays;
- b) ou bien, lorsque le pays d'où elles sont exportées à destination de Trinité-et-Tobago diffère de leur pays d'origine:
  - i) si leur prix à l'exportation en provenance de leur pays d'origine est inférieur à leur valeur normale dans ledit pays; ou bien
  - ii) si leur prix à l'exportation en provenance du pays dont elles sont exportées est inférieur à la valeur normale desdites marchandises dans ce pays;
- c) et que, de ce fait:
  - i) un dommage important a été, est ou menace d'être causé à une branche de production de marchandises similaires, ou encore la création d'une branche de production de marchandises similaires a été ou risque de subir un retard important; ou bien
  - ii) lorsqu'un droit provisoire a été acquitté ou une garantie donnée, conformément à l'article 31, du paiement d'un droit qui pourrait devoir être acquitté sur les marchandises en vertu de la présente loi, une branche de production de marchandises similaires aurait subi un dommage important ou pourrait l'avoir subi si le droit n'avait pas été acquitté ou si la garantie n'avait pas été donnée, selon le cas.

3) Il est entendu par "subvention", dans la présente loi, l'octroi direct ou indirect d'une prime ou d'un subside à la production ou à l'exportation de marchandises (sous la forme d'un don, d'un prêt, d'un allégement fiscal, etc., que la prime ou le subside tienne directement aux marchandises elles-mêmes ou bien aux matières qui y sont incorporées, etc.), y compris:

- a) l'octroi d'une subvention spéciale au transport d'un produit; et
- b) l'octroi d'un traitement favorable aux producteurs ou exportateurs dans l'administration d'une réglementation publique concernant le change de devises, lorsque ce traitement a pour effet de réduire les prix des marchandises offertes à l'exportation,

cela à l'exclusion des restrictions ou taxes imposées à l'exportation de matières premières en provenance d'un pays quelconque pour favoriser les producteurs de ce pays qui utilisent ces matières premières pour leur production.

4) Aux fins de la présente loi, aucun achat ni aucune vente de marchandises ne sera considéré comme effectué dans des conditions de pleine concurrence et d'indépendance mutuelle:

- a) s'il vient s'ajouter au prix payé pour les marchandises une rémunération quelconque;
- b) si le prix payé pour les marchandises est influencé par l'existence d'une relation, commerciale ou autre, entre l'acheteur ou l'un de ses associés et le vendeur ou l'un de ses associés; ou encore
- c) si, de l'avis du Ministre, l'acheteur ou l'un de ses associés va bénéficier directement ou indirectement d'un remboursement, d'une compensation ou d'un autre avantage correspondant à l'intégralité ou à une partie quelconque du prix payé.

5) Si des marchandises sont exportées ou doivent l'être à destination de Trinité-et-Tobago et sont achetées à l'exportateur par l'importateur (que ce soit avant ou après l'exportation) à un certain prix et si le Ministre est assuré, compte tenu:

- a) du prix payé ou à payer par l'importateur;
- b) des autres montants que le Ministre estimera être des frais nécessairement encourus pour l'importation et la vente des marchandises;
- c) de la probabilité du recouvrement dans un délai raisonnable des montants visés sous a) et b); et
- d) de tous les autres éléments que le Ministre jugera pertinents,

que l'importateur vend à perte, directement ou par l'entremise d'un associé, lesdites marchandises à Trinité-et-Tobago (soit dans l'état où elles ont été importées, soit autrement), le Ministre pourra considérer cette vente comme une indication que l'importateur ou l'un de ses associés va bénéficier directement ou indirectement d'un remboursement, d'une compensation ou d'un autre avantage correspondant à l'intégralité ou à une partie quelconque du prix payé, au sens du paragraphe 4 c).

6) Aux fins de la présente loi, deux personnes ne seront réputées associées entre elles que:

- a) Si l'une d'elles agit en qualité de membre du conseil d'administration ou de président-directeur de l'entreprise de l'autre;
- b) si elles sont juridiquement associées dans l'entreprise;
- c) s'il s'agit d'un employeur et de son salarié;
- d) si l'une d'elles possède, contrôle ou détient, directement ou indirectement, 5 pour cent ou plus des actions ou parts sociales existantes, assorties du droit de vote, appartenant aux deux;

- e) si l'une d'elles contrôle directement ou indirectement l'autre;
- f) si les deux sont directement ou indirectement sous le contrôle d'un tiers;
- g) si elles contrôlent directement ou indirectement l'une et l'autre une tierce personne; ou encore
- h) si elles sont liées
  - i) par mariage;
  - ii) par un lien de consanguinité; ou
  - iii) par adoption.

7) Aux fins de la présente loi, si des marchandises exportées à destination de Trinité-et-Tobago transitent simplement par un pays tiers, ce pays ne sera pas considéré comme pays d'exportation de ces marchandises.

8) Tout droit imposable en vertu de la présente loi sur des marchandises est un droit de douane s'ajoutant à tout autre droit de douane auquel les marchandises sont assujetties, et, nonobstant les dispositions de toute autre loi en vigueur à Trinité-et-Tobago, l'imposition d'un droit conformément à la présente loi ne modifiera pas l'assujettissement au droit de douane imposable en vertu de toute autre loi, ni le montant dudit droit.

4. 1) L'Inspection sera chargée du recouvrement des droits imposés conformément à la présente loi.

2) Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, la Loi douanière et toute autre loi écrite concernant l'importation de marchandises demeurent valides en matière de recouvrement des droits imposés conformément à la présente loi mais, dans la mesure où cette dernière contredira une autre loi écrite quelconque, c'est la présente loi qui prévaudra.

## PARTIE II

### IMPOSITION DE DROITS

5. 1) Lorsque le Ministre, après avoir procédé à une détermination conformément à la Partie V, sera assuré que des marchandises sont ou ont été importées à Trinité-et-Tobago dans des circonstances qui conduisent à les considérer, en vertu de la présente loi, comme faisant l'objet d'un dumping, il pourra, par voie d'ordonnance, imposer un droit qualifié de droit antidumping.

2) Le droit antidumping imposé le sera à un taux déterminé par le Ministre, sachant qu'il est souhaitable de veiller à ce que le montant du droit à acquitter ne soit pas supérieur à celui qui est nécessaire soit pour prévenir le dommage important ou son renouvellement, soit pour écarter la menace d'un retard important apporté à la création d'une branche de production, selon le cas, le montant du droit ne devant pas dépasser la différence entre le prix des marchandises à l'exportation et leur valeur normale.

6.
  - 1) Lorsque le Ministre, après avoir procédé à une détermination conformément à la Partie V, sera assuré qu'un gouvernement ou toute autre autorité extérieure à Trinité-et-Tobago a accordé une subvention concernant des marchandises de n'importe quelle sorte qui sont ou ont été importées à Trinité-et-Tobago et, de ce fait, qu'une branche de production de marchandises similaires a subi ou subit un dommage important ou est menacée d'un dommage important, ou bien que la création d'une branche de production de marchandises similaires a été ou est retardée de façon importante, le Ministre pourra, par voie d'ordonnance, imposer un droit qualifié de droit compensateur.
  - 2) Le droit compensateur imposé le sera à un taux déterminé par le Ministre sachant qu'il est souhaitable de veiller à ce que le montant du droit à acquitter ne soit pas supérieur à celui qui est nécessaire soit pour prévenir le dommage important ou son renouvellement, soit pour écarter la menace d'un retard important apporté à la création d'une branche de production, selon le cas, le montant du droit ne devant pas dépasser celui de la subvention accordée.
7.
  - 1) Lorsque le Ministre, après avoir procédé à une détermination conformément à la Partie V, sera assuré qu'à l'occasion de l'importation à Trinité-et-Tobago de marchandises produites ou fabriquées dans un autre pays:
    - a) ces marchandises ont fait ou font l'objet d'un dumping ou d'une subvention; et
    - b) que, de ce fait, une branche de production d'un pays tiers a subi ou subit un dommage important ou est menacée d'un dommage important, ou bien que la création d'une branche de production d'un pays tiers a subi ou subit un retard important,le Ministre pourra, si le gouvernement du pays tiers le lui demande, imposer par voie d'ordonnance un droit antidumping ou un droit compensateur selon le cas.
  - 2) Au paragraphe 1, l'expression "dommage important" s'entend d'un dommage important causé à la branche de production de marchandises similaires dans le pays tiers et, s'agissant exclusivement de la subvention d'un produit agricole, d'une augmentation de la charge financière assumée par le gouvernement de ce pays.
8. Tout droit, provisoire ou non, sera imposé de façon non discriminatoire et devra être acquitté sur toutes les importations des marchandises en cause s'il est constaté qu'elles font l'objet d'un dumping ou d'une subvention et, le cas échéant, causent un dommage important, sauf s'il s'agit d'importations en provenance de sources dont des engagements ont été acceptés.
9.
  - 1) Sous réserve du paragraphe 2, une ordonnance prise en vertu de la présente Partie pourra comporter les dispositions que le Ministre jugera nécessaires aux fins de la présente loi, et en particulier:
    - a) des dispositions limitant l'application de l'ordonnance aux marchandises produites par certaines personnes ou organisations ou dont celles-ci ont été associées d'une façon spécifiée à la production;
    - b) des dispositions définissant le taux du droit par référence à la valeur des marchandises, à leur poids ou à tout autre étalon de mesure;

- c) des dispositions prescrivant l'imposition du droit durant un laps de temps déterminé, durant certaines périodes, continues ou non, ou sans limite de durée, ou encore à des taux différents selon les périodes ou parties de périodes;
  - d) des dispositions concernant le recouvrement rétroactif d'un droit conformément à l'article 30; et
  - e) s'agissant du début de l'application du droit, de sa modification ou de sa suppression, des dispositions en autorisant le remboursement s'il est prouvé que des conditions prescrites sont remplies.
- 2) La désignation des marchandises dans une ordonnance fera référence à leur pays d'origine et, si le pays d'où elles ont été exportées à destination de Trinité-et-Tobago n'en est pas le pays d'origine, au pays d'exportation.
10. 1) S'il apparaît au Ministre qu'un droit imposé par voie d'ordonnance (afin de protéger contre un dumping) devrait faire l'objet d'une exonération en vertu du présent article, le Ministre pourra, s'il le juge utile, prescrire l'application du présent article audit droit dans ladite ordonnance ou dans une ordonnance rendue par la suite.
- 2) Lorsque le présent article s'appliquera à un droit, l'importateur de marchandises susceptibles d'être passibles de ce droit parce qu'elles sont originaires ou, le cas échéant, exportées d'un pays donné pourra solliciter du Ministre l'exonération du droit sur lesdites marchandises.
- 3) Si, au reçu d'une demande déposée conformément au paragraphe 2, il est assuré que le prix à l'exportation des marchandises en provenance du pays considéré, majoré du montant du droit, dépasse la valeur normale des marchandises dans leur pays d'origine ou d'exportation, le Ministre notifiera à l'Inspection le montant en excédent et l'Inspection abaissera ou remboursera le droit à concurrence de ce montant.
- 4) Une demande conformément au paragraphe 2 ne sera pas déposée plus de six mois après l'acquiescement du droit sur les marchandises en cause et le demandeur devra fournir les informations et éléments de preuve que le Ministre pourra exiger afin de déterminer le prix à l'exportation ou la valeur normale de ces marchandises.
- 5) Le présent article s'appliquera à un droit imposé par voie d'ordonnance (pour assurer une protection contre une subvention) en assimilant la valeur normale des marchandises dans un pays à leur prix à l'exportation en provenance de ce pays, majoré du montant éventuellement nécessaire pour compenser l'effet de la subvention.
- 6) Si, aux fins d'une demande déposée conformément au présent article, une personne:
- a) fait une fausse déclaration sur un point important; ou bien
  - b) produit une comptabilité, une estimation, une déclaration ou un autre document qui soit faux sur un point important,

le montant du droit remboursé ou réduit conformément au présent article sera recouvrable en tant que dette envers l'Etat et, si la déclaration a été faite ou le document produit l'a été en toute connaissance de cause ou par négligence, la personne en cause aura commis un délit et

sera passible, sur simple conviction, d'une amende de 15 000 dollars et d'une peine d'une année de prison.

11.
  - 1) Le Ministre pourra, par voie d'ordonnance, prescrire la ristourne de tout droit imposé conformément à la présente loi lors de l'exportation de marchandises, et cela dans les circonstances et les conditions qu'il prescrira.
  - 2) La ristourne pourra concerner le droit acquitté sur des marchandises ou sur les matières utilisées pour leur fabrication, et son taux pourra être déterminé par référence à des éléments prescrits par le Ministre.
  - 3) L'Inspection aura la charge de verser la ristourne accordée conformément au présent article.
12.
  - 1) Sous réserve du présent article et aux fins de la présente loi, la valeur normale de toute marchandise exportée ou destinée à être exportée à destination de Trinité-et-Tobago sera le prix payé pour des marchandises similaires vendues pour la consommation intérieure dans le pays d'exportation lors d'opérations commerciales normales et dans des conditions de pleine concurrence et de totale indépendance par l'exportateur ou, si l'exportateur ne vend pas de marchandises similaires, par d'autres vendeurs de marchandises similaires.
  - 2) Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, si le Ministre est assuré:
    - a) que la valeur normale des marchandises exportées ou destinées à être exportées à destination de Trinité-et-Tobago ne peut être déterminée conformément au paragraphe 1:
      - i) parce qu'il n'est effectué aucune vente qui permette de déterminer un prix conformément audit paragraphe; ou
      - ii) parce que la situation sur le marché en question est telle que les ventes effectuées sur ce marché, qui auraient autrement permis de déterminer un prix conformément au paragraphe 1, ne conviennent pas à cet effet; ou bien
    - b) que les marchandises ne sont pas vendues pour la consommation intérieure dans le pays d'exportation lors d'opérations commerciales normales et dans des conditions de pleine concurrence et de totale indépendance par l'exportateur, et qu'il n'est pas possible d'obtenir dans un délai raisonnable des informations concernant les ventes effectuées par d'autres vendeurs de marchandises similaires, qui permettraient de déterminer un prix conformément au paragraphe 1,

les dispositions du paragraphe 3 seront d'application.

- 3) Si les dispositions du présent paragraphe sont appliquées, la valeur normale, aux fins de la présente loi, sera la somme
  - a) du montant, déterminé par le Ministre, comme étant le coût de production ou de fabrication des marchandises dans le pays d'exportation; et



- b) dans l'hypothèse où les marchandises, au lieu d'être exportées, auraient été vendues lors d'opérations commerciales normales pour la consommation intérieure dans le pays d'exportation:
  - i) des montants que le Ministre estimera raisonnables au titre des frais d'administration et de commercialisation, frais de livraison et autres frais liés à la vente; ainsi que
  - ii) d'un montant que le Ministre estimera être celui du bénéfice à réaliser sur la vente en question, compte tenu de la marge bénéficiaire normale sur les ventes de marchandises de la même catégorie générale sur le marché intérieur du pays d'exportation, s'il en est effectué.
- 4) Le Ministre pourra, à sa discrétion, déterminer que la valeur normale, aux fins de la présente loi, sera le prix qui, en raison de la quantité de marchandises similaires vendues dans des conditions de pleine concurrence et de totale indépendance et lors d'opérations commerciales normales dans le pays d'exportation, pour l'exportation à destination d'un pays tiers, est représentatif du prix de vente desdites marchandises et peut être le prix le plus élevé payé pour des marchandises similaires.
- 5) Sous réserve des dispositions des paragraphes 9 et 10, si le Ministre est assuré qu'il ne convient pas de déterminer la valeur normale des marchandises conformément aux dispositions précédentes du présent article parce que le gouvernement du pays d'exportation:
  - a) exerce un monopole intégral ou substantiel sur le commerce dudit pays, et
  - b) détermine ou influence notablement le prix intérieur des marchandises dans le pays en question,les dispositions du paragraphe 6 seront d'application.
- 6) Si les dispositions du présent paragraphe sont appliquées, la valeur normale des marchandises, aux fins de la présente loi, sera déterminée conformément aux dispositions de l'un ou l'autre des alinéas ci-après que le Ministre jugera appropriées et raisonnables dans les circonstances, soit:
  - a) une valeur égale au prix de marchandises similaires produites ou fabriquées dans un pays tiers choisi par le Ministre et vendues dans ce pays pour la consommation intérieure lors d'opérations commerciales normales, c'est-à-dire dans des conditions de pleine concurrence et de totale indépendance;
  - b) une valeur égale au prix qui, en raison de la quantité de marchandises vendues, s'agissant de marchandises similaires produites ou fabriquées dans un pays tiers choisi par le Ministre et vendues pour l'exportation à destination d'un autre pays en provenance de ce pays lors d'opérations commerciales normales, est représentatif du prix payé lors de ces ventes pour des marchandises similaires et peut être le prix le plus élevé payé pour ces marchandises;
  - c) une valeur égale à la somme des montants ci-après déterminés, dans le cas de marchandises similaires produites ou fabriquées dans un pays tiers choisi par le Ministre et vendues dans ce pays pour la consommation intérieure lors d'opérations commerciales normales:

- i) le montant déterminé par le Ministre comme étant le coût de production ou de fabrication des marchandises similaires dans ce pays;
    - ii) les montants que le Ministre estimera raisonnables au titre des frais d'administration et de commercialisation, frais de livraison et autres frais nécessairement encourus pour la vente de ces marchandises;
    - iii) un montant que le Ministre estimera être le bénéfice à réaliser sur la vente des marchandises similaires, compte tenu de la marge bénéficiaire normale sur les ventes de marchandises de la même catégorie générale sur le marché où ces ventes sont effectuées;
  - d) si le Ministre estime que les alinéas a) à c) ne constituent pas une base adéquate de détermination de la valeur normale, il déterminera cette valeur en partant du prix à payer pour des marchandises similaires produites ou fabriquées à Trinité-et-Tobago et vendues pour la consommation intérieure lors d'opérations commerciales normales effectuées sur ce marché dans des conditions de pleine concurrence et de totale indépendance, prix dûment ajusté en cas de besoin pour tenir compte d'un bénéfice raisonnable.
- 7) Lorsque la valeur normale des marchandises exportées ou destinées à être exportées sera le prix payé pour des marchandises similaires, le Ministre devra, afin de procéder à une comparaison équitable, comparer la valeur normale et le prix à l'exportation:
- a) au même stade commercial;
  - b) à l'occasion de ventes effectuées autant que possible au même moment; et
  - c) compte dûment tenu de toutes différences éventuelles entre les conditions de la vente et entre les fiscalités imposées et de toutes les autres différences de nature à influencer la comparabilité entre les prix.
- 8) Lorsque la valeur normale des marchandises exportées à destination de Trinité-et-Tobago doit être déterminée conformément au paragraphe 3 a) et b) ou 6 c), le Ministre procédera aux ajustements nécessaires pour faire en sorte que la valeur normale ainsi déterminée soit dûment comparable avec le prix desdites marchandises à l'exportation.
- 9) Si:
- a) le pays d'exportation des marchandises exportées ou destinées à être exportées à destination de Trinité-et-Tobago n'est pas le pays d'origine de ces marchandises, et si
  - b) le Ministre estime que la valeur normale des marchandises devrait être déterminée aux fins de la présente loi comme si le pays d'origine était le pays d'exportation,
- le Ministre pourra prescrire que la valeur normale des marchandises soit déterminée de cette façon.
- 10) Si le Ministre est assuré, s'agissant de marchandises exportées ou destinées à être exportées à destination de Trinité-et-Tobago:

- a) que le prix payé pour des marchandises similaires
  - i) vendues pour la consommation intérieure dans le pays d'exportation dans des conditions de pleine concurrence et de totale indépendance, ou bien
  - ii) vendues dans le pays d'exportation à un pays tiers dans des conditions de pleine concurrence et de totale indépendance,

est, cela depuis un laps de temps prolongé et pour une quantité substantielle de marchandises similaires, inférieur à la somme:

- A) du montant que le Ministre estimera être le coût de production ou de fabrication des marchandises similaires dans le pays d'exportation et
  - B) des montants que le Ministre estimera raisonnables au titre des frais d'administration et de commercialisation, frais de livraison et autres frais nécessairement encourus pour la vente de marchandises similaires par leur vendeur, et
- b) que, vraisemblablement, le vendeur desdites marchandises similaires ne sera pas en mesure de recouvrer dans leur intégralité et dans un délai raisonnable les montants visés sous A) et B) de l'alinéa a) ci-dessus,

le prix payé pour les marchandises similaires en question sera réputé ne pas l'avoir été lors d'opérations commerciales normales.

11) Si le Ministre est assuré que la valeur normale des marchandises ne peut être déterminée conformément au paragraphe 1 faute de ventes qui permettraient de déterminer un prix conformément audit paragraphe, parce que les marchandises sont de qualité inférieure ou défectueuses et que, pour cette raison, elles ne peuvent être vendues dans le pays d'exportation, il en déterminera la valeur normale aux fins de la présente loi comme étant celle de ces marchandises si elles étaient de qualité normale et non défectueuses.

13. 1) Sous réserve des dispositions du présent paragraphe et aux fins de la présente loi, le prix à l'exportation de marchandises exportées ou destinées à être exportées à destination de Trinité-et-Tobago, et qui ont été achetées par l'importateur à l'exportateur, sera

- a) si l'achat des marchandises par l'importateur a été effectué dans des conditions de pleine concurrence et de totale indépendance, le prix payé ou à payer pour les marchandises par l'importateur, à l'exception de toute partie de ce prix qui représente:
  - i) les frais, taxes et dépenses encourus pour la préparation des marchandises en vue de leur expédition vers Trinité-et-Tobago, en sus des frais, taxes et dépenses généralement encourus au titre des ventes pour la consommation intérieure; et
  - ii) tous les autres frais, taxes et dépenses résultant de l'exportation des marchandises ou encourus après leur expédition du pays d'exportation; ou bien

- b) si l'achat des marchandises par l'importateur n'a pas été effectué dans des conditions de pleine concurrence et de totale indépendance et si les marchandises sont ensuite revendues par l'importateur dans l'état dans lequel elles ont été importées à une personne qui n'est pas associée à l'importateur, le prix auquel les marchandises auront été vendues par l'importateur à cette personne, diminué de la somme des montants ci-après:
  - i) le montant des droits et taxes imposés conformément à la présente loi ou à toute autre loi;
  - ii) le montant des frais, taxes ou dépenses encourus au titre des marchandises après leur exportation;
  - iii) le montant du bénéfice éventuellement réalisé sur la vente par l'importateur ou, si le Ministre le prescrit, un montant calculé conformément à ce que le Ministre prescrira comme marge bénéficiaire sur la vente par l'importateur, compte tenu de la marge bénéficiaire normalement réalisée par l'importateur sur des ventes de marchandises de même catégorie générale, s'il en est effectué.

2) Si:

- a) les marchandises sont ou doivent être expédiées à destination de Trinité-et-Tobago en consignation et qu'il n'existe pas à Trinité-et-Tobago d'acheteur connu des marchandises; ou bien
- b) s'il n'existe pas de prix de vente à l'exportation ni de prix auquel l'importateur ou une personne qui ne lui est pas associée aura acheté ou sera convenu d'acheter les marchandises, le prix à l'exportation sera déterminé, aux fins de la présente loi, de la façon que le Ministre jugera appropriée compte tenu de toutes les circonstances de l'opération d'exportation.

14. Si le Ministre est assuré qu'il ne lui a pas été fourni suffisamment d'informations ou qu'il n'en existe pas pour permettre de déterminer la valeur normale des marchandises conformément à l'article 12 ou le prix des marchandises à l'exportation conformément à l'article 13, la valeur normale ou le prix à l'exportation, sera le montant déterminé par le Ministre sur la base des informations à sa disposition.

15. 1) Les marchandises seront considérées comme originaires d'un pays aux fins de la présente loi:

- a) si elles ont été intégralement produites dans ce pays;
- b) si une partie de leur production a été réalisée dans ce pays et si le coût d'autres parties éventuelles de cette production, réalisées après que les marchandises auront quitté le pays en question (mais avant leur importation à Trinité-et-Tobago) est inférieur à 25 pour cent du coût de production total des marchandises dans l'état où elles sont importées; ou encore
- c) si une partie de la production de composants ou de matières incorporées dans les marchandises a été réalisée dans le pays en question et si le coût d'autres opérations de production, réalisées après que ces composants ou matières auront quitté le pays pour transformer lesdits composants ou matières en marchandises

importées à Trinité-et-Tobago, est inférieur à 25 pour cent du coût total de production des marchandises dans l'état où elles sont importées.

- 2) Toutes les références faites dans la présente loi au pays d'origine des marchandises concernent, s'il y a deux pays ou plus qui répondent à sa définition, n'importe lequel de ces pays.

### PARTIE III

#### AUTORITE ANTIDUMPING

16. 1) Le Ministre pourra désigner comme Autorité antidumping, aux fins de la présente loi, le Secrétaire permanent de son ministère ou toute autre personne qu'il jugera utile.
- 2) Le Ministre pourra fournir à l'Autorité les services d'autres personnes et les autres moyens d'action qu'il jugera utiles.
17. 1) Il appartiendra à l'Autorité, conformément aux règlements pris en vertu de l'article 34:
- a) d'enquêter sur l'existence, l'importance et l'effet d'un dumping ou de subventions allégués concernant n'importe quelles marchandises;
  - b) de déterminer, conformément aux règlements, si des marchandises importées à Trinité-et-Tobago causent ou menacent de causer un dommage important à une branche de production établie à Trinité-et-Tobago ou causent un retard important à la création d'une nouvelle branche de production à Trinité-et-Tobago;
  - c) d'identifier les marchandises passibles d'un droit additionnel quelconque imposable conformément à la présente loi;
  - d) de soumettre au Ministre ses conclusions concernant la marge de dumping ou la nature et le montant de la subvention; et
  - e) d'adresser au Ministre des recommandations concernant les instructions à donner et les déterminations à effectuer.
- 2) L'Autorité se conformera, dans l'exercice de ses fonctions et de ses pouvoirs, à toutes les instructions générales ou spéciales que lui aura données le Ministre.

### PARTIE IV

#### ENQUETES

18. 1) L'Autorité pourra ouvrir une enquête pour déterminer l'existence et l'effet de tout dumping ou de toute subvention allégués touchant n'importe quelles marchandises, cela sur les instructions du Ministre, de sa propre initiative ou au reçu d'une plainte écrite déposée par des producteurs de marchandises similaires à Trinité-et-Tobago, ou en leur nom.

2) Toute plainte déposée conformément au paragraphe 1 devra l'être dans la forme approuvée par l'Autorité et devra:

- a) alléguer que les marchandises ont fait ou font l'objet d'un dumping ou d'une subvention, préciser les marchandises dont il s'agit et alléguer que le dumping ou la subvention a causé, cause ou causera vraisemblablement un dommage important ou a causé ou cause un retard important;
- b) préciser les faits sur lesquels s'appuient les allégations visées sous a);
- c) exposer les autres considérations que le plaignant jugera pertinentes au sujet de sa plainte;
- d) fournir les informations dont le plaignant dispose pour prouver les faits visés sous b), ainsi que toutes les autres informations que l'Autorité pourra raisonnablement lui prescrire de fournir.

3) Si l'Autorité ouvre une enquête conformément au paragraphe 1, elle devra en publier un avis.

4) Si l'Autorité décide, s'agissant d'une partie ou de la totalité des marchandises visées par la plainte, de ne pas ouvrir d'enquête, elle fera tenir l'avis écrit de cette décision, en exposant les motifs au plaignant et, s'il s'agit de marchandises subventionnées, au gouvernement du pays d'exportation.

5) Avant d'ouvrir une enquête à la suite d'une plainte, l'Autorité devra s'assurer qu'elle dispose de suffisamment de présomptions:

- a) du dumping ou de l'octroi d'une subvention, ainsi que de son montant;
- b) du dommage ou retard important le cas échéant;
- c) et, le cas échéant, de l'existence d'un lien de causalité entre les importations et le dommage ou retard important allégué.

19. L'Autorité devra veiller à ce que toutes les personnes intéressées se voient donner la possibilité raisonnable:

- a) de présenter par écrit tous les éléments de preuve pertinents pour l'enquête et de les exposer aussi oralement;
- b) d'accéder à toutes les informations non confidentielles utiles pour la présentation de leur dossier et utilisées par l'Autorité durant l'enquête;
- c) de présenter leurs opinions contradictoirement et leurs arguments à décharge.

20. 1) Toute information fournie à l'Autorité à titre confidentiel par toute personne au cours d'une enquête devra, lorsque l'Autorité sera assurée de son caractère confidentiel, être traitée comme telle par l'Autorité, et aucune information de cette nature ne sera communiquée par l'Autorité à quiconque sans l'autorisation expresse de la personne qui l'aura fournie.

2) L'Autorité pourra demander aux personnes qui auront fourni des informations confidentielles de lui remettre:

- a) un résumé non confidentiel de ces informations, ou
- b) s'il est fait valoir que les informations ne peuvent être résumées ainsi, un exposé des raisons de cette impossibilité,

et l'Autorité pourra ne tenir aucun compte des informations si la personne qui les a fournies ne lui remet pas soit un résumé satisfaisant, soit un exposé satisfaisant des raisons de l'impossibilité de le faire.

21. 1) Les enquêtes seront réalisées de la façon prescrite.

2) Les parties intéressées à une enquête pourront se faire représenter par un avocat ou par un mandataire.

22. Toute personne qui:

- a) fournira à l'Autorité, oralement ou par écrit, des informations ou bien des documents dont cette personne saura ou aura des raisons de penser qu'ils sont faux ou trompeurs sur un point important, ou bien
- b) lors d'une enquête, portera un témoignage ou produira un document dont elle saura ou aura des raisons de penser qu'ils sont faux ou trompeurs sur un point important,

aura commis un délit et sera passible, sur simple conviction, d'une amende de 15 000 dollars et d'une peine d'une année de prison.

23. 1) Les enquêtes entreprises conformément à l'article 18 pourront être closes dans les conditions prévues au présent article ou à l'article 28.

2) Si le Ministre, à n'importe quel moment avant de procéder à une détermination finale de l'existence ou non d'un dumping ou d'une subvention, ou si l'Autorité, à n'importe quel moment précédant une détermination préliminaire de l'existence ou non d'un dumping ou d'une subvention par le Ministre, est assuré(e), au sujet d'une partie ou de la totalité des marchandises qui font l'objet de l'enquête:

- a) que les preuves de l'existence du dumping ou de la subvention sont insuffisantes pour justifier la poursuite de l'enquête; ou bien
- b) que les éléments prouvant que la subvention ou le dumping des marchandises a causé ou cause un dommage important à une branche de production, menace de le faire ou cause un retard important à la création d'une branche de production sont insuffisants,

le Ministre donnera pour instruction à l'Autorité:

- i) de clore l'enquête concernant ces marchandises et
- ii) de rendre publique cette clôture.

- 3) Si:
- a) une enquête est close conformément au paragraphe 2 et qu'il est par la suite déterminé que les informations fournies pour cette enquête étaient incorrectes ou n'ont pas fait ressortir des faits importants, et que ces informations étaient donc de nature à influencer de façon importante sur la décision de clore l'enquête, ou bien
  - b) si l'enquête est close suite à un engagement et si le preneur de l'engagement ne s'y conforme pas,

l'Autorité pourra ouvrir une nouvelle enquête.

- 4) Toute enquête ouverte en vertu du paragraphe 3 devra faire l'objet d'un avis au public.
- 5) L'Autorité pourra, à sa discrétion, suspendre ou clore une enquête
- a) suite à une demande écrite déposée au nom d'une branche de production sur la demande de qui l'enquête aura été ouverte,
  - b) si la marge de dumping, le montant de la subvention ou encore le volume effectif ou potentiel des marchandises qui font l'objet d'un dumping ou d'une subvention est négligeable.

## PARTIE V

### DETERMINATIONS

24. 1) Dans les trois mois suivant l'ouverture d'une enquête conformément à l'article 18, le Ministre procédera à une détermination préliminaire en s'appuyant sur les informations fournies au cours de l'enquête, s'il a des motifs raisonnables de penser que les marchandises qui ont fait l'objet de cette enquête sont de nature à l'amener à prendre une ordonnance imposant un droit.
- 2) La détermination préliminaire du Ministre fera l'objet d'un avis au public.
- 3) Ni le présent article ni l'article 26 ne s'appliquera aux enquêtes closes conformément à l'article 23.
25. 1) Lorsque le Ministre aura procédé à une détermination préliminaire au titre de l'article 24, il pourra, s'il est assuré que cette décision est indispensable pour prévenir un dommage matériel en cours d'enquête, donner pour instruction à l'Inspection, moyennant avis au public, de faire acquitter un droit provisoire sur ces marchandises ou de prendre les dispositions voulues pour en garantir l'acquittement conformément à l'article 31.
- 2) Le montant du droit à acquitter ou à garantir ne dépassera pas la différence entre le prix à l'exportation des marchandises et leur valeur normale, ou le montant de la subvention selon le cas, déterminés par le Ministre conformément à l'article 24.
- 3) Si le droit provisoire recouvré, relativement au droit imposé suite à une détermination finale conformément à l'article 26:



- a) est plus élevé, la différence ne sera pas à acquitter;
  - b) est plus faible, la différence sera remboursée.
- 4) L'instruction donnée à l'Inspection cessera de prendre effet suite à la détermination finale à laquelle le Ministre aura procédé conformément à l'article 26.
- 5) Lorsqu'une instruction cessera de prendre effet, toute garantie donnée conformément à l'instruction sera libérée, sauf pour autant qu'un droit serait à acquitter conformément à une ordonnance prise en vertu de la présente loi.
26. 1) Dans les six mois suivant la détermination préliminaire à laquelle il aura procédé conformément à l'article 24, le Ministre procédera à une détermination finale du point de savoir si les marchandises qui font l'objet de l'enquête sont ou non de nature à l'amener à prendre une ordonnance imposant un droit.
- 2) La détermination finale du Ministre fera l'objet d'un avis au public.

## PARTIE VI

### RECOURS

27. Toute personne faisant l'objet d'une ordonnance imposant un droit pourra recourir auprès du Tribunal des recours fiscaux conformément à la Loi concernant ce Tribunal.

## PARTIE VII

### DISPOSITIONS DIVERSES

28. 1) Si, à l'occasion de l'exportation de marchandises à destination de Trinité-et-Tobago, une enquête est ouverte conformément à l'article 18, le Ministre pourra faire suspendre ou clore l'enquête si le gouvernement du pays d'exportation ou l'exportateur des marchandises, selon le cas, prend l'engagement de pratiquer à l'avenir son commerce d'exportation, à destination de Trinité-et-Tobago, de marchandises similaires à celles déjà exportées, d'une façon qui évite de causer ou de menacer de causer un dommage important à une branche de production ou de causer un retard important à la création d'une branche de production.
- 2) L'augmentation des prix prévue dans un engagement de cette nature ne dépassera pas la différence entre le prix à l'exportation des marchandises et leur valeur normale, ni le montant de la subvention, selon le cas.
- 3) Si les circonstances changent, le Ministre pourra accepter toute modification d'un engagement déjà pris.
- 4) Lorsque le Ministre aura accepté un engagement, l'enquête sur l'étendue du dommage causé à une branche de production sera menée à son terme si le gouvernement du pays d'exportation ou l'exportateur, selon le cas, le souhaite.
- 5) Si une enquête visée au paragraphe 4 est menée à son terme sans déboucher sur la détermination de l'existence d'un dommage important, d'une menace de dommage important

ou d'un retard important apporté à la création d'une branche de production, l'engagement prendra fin sauf si la détermination de la non-existence d'une menace de dommage est à lui imputer en grande partie, auquel cas le Ministre pourra prescrire que cet engagement reste en vigueur pour une durée raisonnable déterminée par lui.

6) Le Ministre pourra prescrire à toute partie dont il aura accepté un engagement qu'elle lui fournisse des informations concernant son exécution.

7) Le Ministre réétudiera la nécessité de maintenir un engagement en vigueur, de sa propre initiative s'il le juge utile ou bien si une personne intéressée le demande et fournit des éléments de preuve positifs à l'appui de la nécessité d'un réexamen.

8) Les engagements ne demeureront en vigueur qu'aussi longtemps et dans la mesure où il le faudra pour mettre fin aux effets dommageables du dumping ou de la subvention.

9) La clôture d'une enquête conformément au paragraphe 1 fera l'objet d'un avis au public.

29. 1) Le Ministre réétudiera la nécessité de continuer d'appliquer un droit, de sa propre initiative s'il le juge utile, sur la recommandation de l'Autorité, ou encore si une personne intéressée le demande et fournit des présomptions de preuve à l'appui de la nécessité d'un réexamen.

2) Un droit ne demeurera en vigueur qu'aussi longtemps et dans la mesure où il le faudra pour mettre fin aux effets dommageables du dumping ou de la subvention, et pourra être réduit ou supprimé à la discrétion du Ministre.

30. 1) Un droit définitif ou un droit provisoire ne sera appliqué qu'aux marchandises importées pour la consommation intérieure après la date de publication de l'ordonnance imposant le droit ou, si l'article 25 est d'application, après la date de l'instruction provisoire, sauf s'il en est disposé autrement dans le présent article.

2) Si le Ministre procède à la détermination finale de l'existence d'un dommage important causé à une branche de production (mais non à l'existence d'une menace de dommage important ni à celle d'un retard important apporté à la création d'une branche de production) ou à la détermination finale qu'une menace de dommage important aurait existé si les marchandises faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention avaient, en l'absence de l'acquiescement d'un droit provisoire ou de la fourniture d'une garantie conformément à l'article 31, conduit à la constatation d'un dommage important, un droit pourra être imposé rétroactivement pour la période durant laquelle un droit aura été acquitté ou une garantie fournie.

3) Si le Ministre détermine:

a) s'agissant de marchandises faisant l'objet d'un dumping:

i) soit que le dumping a causé un dommage important, soit que l'importateur savait ou aurait dû savoir que les marchandises faisaient l'objet d'un dumping et que ce dumping serait la cause d'un dommage; ou bien

ii) que le dommage important résulte d'importations substantielles d'un produit sous dumping durant un laps de temps relativement court, de telle sorte qu'afin d'empêcher le renouvellement du dommage, le

Ministre estime qu'il apparaît nécessaire d'imposer rétroactivement un droit antidumping;

- b) s'agissant de marchandises subventionnées, si le Ministre, dans des circonstances critiques, détermine que des importations massives, effectuées durant un laps de temps relativement court, de marchandises bénéficiant de subventions à l'exportation versées ou accordées en contravention des dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce conclu à Genève en 1947 causent un dommage important difficile à compenser, et s'il est jugé nécessaire, afin d'empêcher le renouvellement de ce dommage important, d'imposer rétroactivement un droit compensateur,

le Ministre pourra imposer un droit sur les marchandises importées pour la consommation intérieure jusqu'à 90 jours avant la date de l'instruction provisoire.

- 4) Si le preneur d'un engagement viole cet engagement et si le Ministre impose des droits provisoires, des droits pourront être imposés sur les marchandises importées pour la consommation intérieure jusqu'à 90 jours avant la date de l'instruction provisoire, mais ces droits rétroactifs ne s'appliqueront pas aux marchandises importées pour la consommation intérieure avant la date de la violation de l'engagement.

- 31. 1) L'Inspection pourra exiger une garantie du paiement des droits à acquitter conformément à la présente loi et, dans l'attente de la fourniture de la garantie requise, elle pourra refuser toute importation ou prendre toute autre décision concernant toute question amenant à l'exigence d'une garantie.

- 2) Toute garantie visée par la présente loi pourra, sur instruction de l'Inspection, consister en un dépôt de titres, une caution ou un dépôt de numéraire, ou bien une combinaison des trois.

- 3) Toute garantie devra être fournie soit pour une transaction isolée, soit en bloc pour une catégorie de transactions, soit encore pour l'ensemble des transactions, cela pour la période et le montant que l'Inspection jugera utiles, et sous réserve des conditions que le Ministre pourra prescrire en cas de défaillance, d'amende, etc.

- 4) Les cautions ou autres formes de garantie fournies au titre de la présente loi par un mineur de 18 ans (sauf en qualité de garant ou de caution) auront la même valeur, le même effet et la même validité que s'il s'agissait d'une personne majeure.

- 5) Les garanties fournies conformément au présent article pourront l'être dans la forme prescrite ou au même effet ou encore sous toute autre forme que l'Inspection pourra agréer dans tel ou tel cas particulier.

- 32. Les avis publiés conformément à la présente loi devront

- a) préciser les motifs de la publication de l'avis;

- b) être remis:

- i) au(x) gouvernement(s) du pays ou des pays d'exportation des marchandises qui font l'objet de l'avis;

- ii) aux exportateurs ou importateurs connus du Ministre ou de l'Autorité en qualité de personnes ayant un intérêt dans ces marchandises;
  - iii) au plaignant;
  - iv) quand les dispositions de l'article 7 s'appliquent, au gouvernement du pays tiers pour le compte de qui le Ministre intervient; et
- c) être publiés au Journal officiel.

33. Si un délit visé à l'article 10, paragraphe 6, ou à l'article 22 est commis par une personne morale, chaque directeur ou autre responsable concerné en quelque qualité que ce soit dans la gestion de cette personne morale sera réputé coupable du même délit, à moins de prouver que le délit a été commis sans son consentement ni sa connivence et qu'il a exercé toute la diligence voulue pour prévenir le délit comme il aura dû le faire étant donné la nature de ses fonctions et de toutes les circonstances de l'affaire.

34. 1) Le Ministre pourra prendre des règlements qui prescriront, aux fins de la présente loi,
- a) tout ce qui est obligatoire ou qui peut être prescrit en vertu de la présente loi; et
  - b) tout ce qu'il est nécessaire ou séant de prescrire pour donner effet aux dispositions de la présente loi.
- 2) Sans préjudice du caractère général des dispositions du paragraphe 1, les règlements pris conformément au présent article pourront prévoir:
- a) la façon dont devront être reçues les plaintes pour dumping ou subvention;
  - b) les informations à fournir pour donner suite à ces plaintes et les méthodes selon lesquelles ces informations seront obtenues, aussi bien sur le territoire de Trinité-et-Tobago qu'à l'extérieur;
  - c) les modalités d'exécution des enquêtes;
  - d) les circonstances et les modalités de la conjugaison éventuelle et de l'exécution des enquêtes et les personnes qui devront être informées de cette conjugaison;
  - e) la façon de déterminer l'existence ou non d'un dommage causé à une branche de production;
  - f) la façon d'identifier les marchandises passibles d'un droit;
  - g) la façon de soumettre au Ministre les recommandations concernant les déterminations et instructions; enfin
  - h) la façon de déposer les plaintes ou représentations, de publier les avis de décisions et de communiquer les informations, et les modalités de fourniture des nantissements, cautions et autres garanties.

3) Les règlements pris par le Ministre en vertu du présent article resteront subordonnés à l'agrément du Parlement.

35. La Loi relative aux droits de douane (dumping et subventions) est abolie.

Loi adoptée par la Chambre des Représentants ce 7 août 1992.

N. COX  
Greffier de la Chambre par intérim

Loi adoptée par le Sénat ce 12 août 1992.

R. CUMBERBATCH  
Greffier du Sénat par intérim